

(N° 375)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JUIN 1921.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES
POUR L'EXERCICE 1921 (1).

Tableau XIII. — Corps de la Gendarmerie.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET (2), PAR M. BUYL.

MESSIEURS,

Importance des crédits.

Les crédits demandés pour 1921 s'élèvent à 55,604,000 francs contre 48,812,700 francs pour 1920, et accusent, par conséquent, une différence en plus de 6,791,300 francs comparativement à l'exercice précédent. Le total des traitements, indemnités et autres allocations est en augmentation de 7 millions 141,300 francs, tandis que les dépenses exceptionnelles prévues pour les services divers sont en diminution de 350,000 francs.

Les dépenses imprévues non libellées au Budget s'élèvent à la somme relativement considérable de 1,243,500 francs et sont en augmentation de 93,000 francs sur le chiffre correspondant pour 1920.

« Les indemnités de voyage, de séjour, de déménagement et de tournées des

(1) Budget, n° 101.

Rapport général, n° 261.

(2) Composition de la *Commission du Budget* :

- a) Les membres de la **Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies** : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum et Wauwermans;
- b) Six membres nommés par les Sections : MM. du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, Liedekerke et de Bue.

officiers » qui avaient été fixées à 126,000 francs en 1920, sont confondues maintenant avec une série d'autres dépenses diverses et entrent avec celles-ci dans un total de 713,000 francs. On n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles les indemnités dont il s'agit n'ont pas été évaluées à part ainsi que cela avait été fait en 1920.

Comme pour les autres départements ministériels, votre Commission a décidé de vous demander de transférer, du Budget ordinaire au Budget extraordinaire, les crédits prévus pour indemnités mobiles de vie chère.

En conséquence, il y a lieu de réduire, de ce chef, d'une somme de 2,565,600 fr., l'article 1^{er} ayant comme libellé : Traitements et autres allocations ou prestations.

Les effectifs de la gendarmerie.

Les effectifs, tels qu'ils sont fixés par arrêté royal du 17 mai 1921 (*Moniteur* du 28 mai 1921), comportent 6,159 sous-officiers, brigadiers et gendarmes, tandis que les effectifs budgétaires en accusent 6,319. Ce dernier chiffre est supérieur au double de l'effectif de 1904.

Economies réalisables

Votre commission s'est demandé s'il ne serait pas possible de réaliser une économie en confiant à des soldats, à d'anciens soldats, à des civils militarisés ou à des miliciens inaptés au service actif, les emplois d'ordonnances d'officier, de cuisiniers, d'employés de bureau, etc., qui sont occupés actuellement par de nombreux gendarmes n'effectuant pas le service spécial de l'arme.

Votre commission s'est posé également la question de savoir si, sans nuire à la gendarmerie, il ne serait pas possible de diminuer, dans une certaine mesure, le nombre de ses chevaux. Ne pourrait-on pas, par exemple, réduire le nombre de ceux-ci dans les chefs-lieux où existent des unités de gendarmerie à cheval, appelées « forces mobiles », en obligeant seul le personnel de ces unités à être monté?

D'autre part, la grande multiplicité des brigades de gendarmerie et l'emploi généralisé de la bicyclette ne permettraient-ils d'assurer davantage le service par des gendarmes à pied? Notre souci à tous de comprimer, dans la mesure du possible, les dépenses de l'Etat, nous font un devoir de signaler ces deux questions à l'examen attentif du Gouvernement.

L'organisation de la gendarmerie.

Depuis 1831, la gendarmerie attend la loi d'organisation et d'attributions prescrite par l'article 120 de la Constitution. Un projet de loi tendant à combler cette lacune et, partant, à répondre à un vœu de notre pacte fondamental, fut déposé le 30 mai 1899, mais est devenu caduc, en 1900, par suite de la dissolution des Chambres

Dans l'entretemps, on continue à remettre aux gendarmes, nouvellement admis, des règlements datés du 30 janvier et du 20 mars 1815 et décrétés en vertu d'arrêtés signés par le Roi Guillaume et le Baron Tintal.

Pas n'est besoin d'insister sur l'impossibilité d'appliquer, en cette matière, des dispositions qui remontent à plus d'un siècle.

Signalons, en passant, l'utilité qu'il y aurait à publier le texte des lois et règlements dont les gendarmes sont chargés d'assurer l'exécution.

L'avancement.

Il nous a été affirmé que de nombreux anciens combattants, qui n'ont pu entrer au corps qu'après la démobilisation, étaient dépassés, lors de l'admission aux examens de promotion, par des gendarmes qui sont issus de l'élément civil et qui ont pu entrer au corps immédiatement après l'armistice. On nous a même affirmé que d'anciens combattants étaient nommés maréchaux des logis après leurs camarades non-combattants. Si cette situation existait réellement, nous estimerions qu'il y aurait lieu d'y porter remède.

D'autres plaintes ont été formulées en ce qui concerne l'avancement. Celui-ci paraît être fort irrégulier et porter préjudice aux sous-officiers à pied. C'est ainsi, par exemple, que l'*Annuaire* ne renseigne que 19 maréchaux des logis chefs à cheval, promus en 1917 et antérieurement, tandis qu'il reste 192 maréchaux des logis chefs à pied ayant la même ancienneté de grade.

Comme on le voit, les maréchaux des logis chefs à cheval obtiennent le grade de 1^{er} maréchal de logis chef beaucoup plus rapidement que leurs collègues à pied. Cette situation a pour autre conséquence que les 1^{ers} maréchaux des logis chefs à cheval sont nommés adjudant plusieurs années avant leurs camarades à pied ayant la même ancienneté.

Les pensions.

L'article 6 de la loi du 25 août 1920 porte :

« Le *traitement* » servant de base à la pension est le maximum attribué au » *grade dont est porteur l'intéressé au moment de sa mise à la pension.* »

Or, contrairement à ce texte, les pensions des sous-officiers supérieurs de la gendarmerie, sont calculées sur l'annuité de 111 francs (ce qui représente 1/64 du traitement d'un *adjoint de l'armée*), au lieu d'être établies sur la base des traitements des intéressés, soit sur l'indemnité de 121 francs pour les maréchaux des logis chefs de la gendarmerie; de 123 francs pour les premiers maréchaux des logis chefs et respectivement de 126 et 129 francs pour les adjudants de 2^e classe et les adjudants de 1^{re} classe de la gendarmerie.

Une application erronée est faite également de l'article 7 de la loi.

Cet article porte : « Pour les pensions concédées depuis le 1^{er} août 1914 » *jusqu'à la promulgation de la présente loi*, la revision des taux s'effectuera

» en prenant pour base les maxima, dans chaque grade, des traitements en
» *vigueur à cette dernière date* ».

Or, au lieu de prendre « pour base les maxima, *dans chaque grade*, des traitements en vigueur », c'est-à-dire les annuités de 121, 123, 126 et 129 francs, l'on adopte le chiffre de 111 comme annuité pour le calcul de la pension de tous les sous-officiers dont il s'agit.

Conclusion.

Votre Commission a approuvé à l'unanimité de ses membres, les différents articles du Budget de la Gendarmerie et elle vous propose, Messieurs, d'y donner également votre approbation.

Le Rapporteur,
ADOLPHE BUYL.

Le Président,
A. MECHÉLYNCK.

(N° 375)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JUNI 1921.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
VOOR HET DIENSTJAAR 1921 ⁽¹⁾.

TABEL XIII. — KORPS DER GENDARMERIE.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE BEGROOTING ⁽²⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER **BUYL**.

MIJNE HEEREN,

Bedrag der credieten.

De voor 1921 aangevraagde credieten bedragen 55,604,000 frank tegen 48,842,700 frank voor 1920 en toonen dus een verschil aan van 6,791,300 frank meer, vergeleken met het vorige dienstjaar. Het totaal der wedden, vergoedingen en andere tegemoetkomingen bedraagt 7,141,300 frank meer, terwijl de uitzonderlijke uitgaven, voorzien voor de verschillende diensten, 350,000 frank minder bedragen.

De onvoorziene uitgaven, niet vermeld in de begrooting, bedragen de betrekkelijk hoge som van 1,243,500 frank, dus 93,000 frank meer dan voor 1920.

⁽¹⁾ Begrooting, n° 101.

Algemeen verslag, n° 261.

⁽²⁾ Samenstelling van de *Commissie voor de Begrooting* :

a) De leden van de **Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen** : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum en Wauwermans.

b) *Zes leden door de Afdeelingen benoemd* : De heeren du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Popin, de Liedekerke en De Bue.

« Dereis-, verblijf-, verhuis- en omreiskosten der officieren », die op 126,000 frank in 1920 waren bepaald, komen thans voor, met eene reeks andere uitgaven, voor een totaal van 715,000 frank. Men ziet de reden niet, waarom de bedoelde vergoedingen niet afzonderlijk werden begroot zooals dit in 1920 geschied was.

Zooals voor de andere ministerieele departementen, heeft uwe Commissie beslist u te vragen, van de gewone begrooting der Gendarmerie op de buitengewone begrooting over te brengen de credieten, voor veranderlijken duurte-toeslag voorzien.

Bijgevolg dient, uit dien hoofde, met eene som van 2,565,600 frank te worden verminderd het crediet bij artikel 1, dat luidt : Wedden en andere tegemoetkomingen of verstrekkingen.

De getalsterkte der gendarmerie.

De getalsterkte, zooals zij bepaald werd bij Koninklijk besluit van 17 Mei 1921 (*Staatsblad* van 28 Mei 1921), bedraagt 6,159 onderofficieren, brigadiers en gendarmen, terwijl de begroote getalsterkte 6,319 bedraagt. Dit laatste cijfer is meer dan tweemaal de getalsterkte van 1914.

Mogelijke bezuinigingen.

Uwe Commissie vroeg zich af, of het niet mogelijk was, aan soldaten, oud-soldaten, gemilitariseerde burgers of militieplichtigen ongeschikt voor den werkelijken dienst, de bedieningen toe te vertrouwen van ordonnans, kok, kantoorbediende, welke thans worden ingenomen door talrijke gendarmen, die den bijzonderen dienst van het wapen niet vervullen.

Uwe Commissie stelde eveneens de vraag of het niet mogelijk was, in zekere mate het getal paarden te verminderen zonder de gendarmerie schade te berokkenen. Zou men, bijvoorbeeld, het getal paarden niet kunnen verminderen in de hoofdplaatsen, waar eenheden gendarmerie te paard bestaan, « mobiele krachten » genaamd, door enkel het personeel dezer eenheden te verplichten bereden te zijn?

Zouden daarbij het groot aantal gendarmerie-brigaden en het algemeen gebruik van het rijwiel niet kunnen toelaten, den dienst meer door gendarmen te voet te doen verrichten? Onze bekommring, in de mate van het mogelijke de uitgaven van den Staat te besnoeien, maakt het ons tot plicht, de aandacht van de Regeering op deze twee vraagstukken te vestigen.

De inrichting der gendarmerie.

Sedert 1831 wacht de gendarmerie op de wet op hare inrichting en bevoegdheid, voorgeschreven bij artikel 120 van de Grondwet. Een wetsontwerp, strekkende tot het aanvullen dezer leemte en tot het beantwoorden van dezen wensch onzer Grondwet, werd op 30 Mei 1899 ingediend, maar verviel in 1900 ten gevolge van de ontbinding der Kamers.

Intusschentijd gaat men voort, aan de nieuw benoemde gendarmen reglementen te overhandigen, die dagteekenen van 30 Januari en 20 Maart 1815 en uitgevaardigd werden krachtens besluiten geteekend door Koning Willem en Baron Tintal.

Het is nutteloos nadruk te leggen op de onmogelijkheid, op dit gebied, bepalingen toe te passen, die meer dan een eeuw oud zijn.

Wij wijzen terloops op het nut van de bekendmaking van den tekst der wetten en verordeningen, die de gendarmen gelast zijn ten uitvoer te leggen.

De bevordering.

Ons werd verzekerd dat talrijke oud-strijders, die slechts na de demobilisatie in het korps konden worden opgenomen, werden achteruitgesteld bij de toelating tot de bevorderingsexamens, ten voordeele van gendarmen, die uit het burgerlijk element komen en die onmiddellijk na den wapenstilstand in het korps konden treden. Men heeft ons zelfs bevestigd dat oud-strijders wachtmeester zouden benoemd worden na hunne makkers die geen strijders waren. Is dat waar, dan dient dit te worden verholpen.

Andere klachten zijn opgerezen, wat betreft de bevordering. Deze schijnt zeer onregelmatig te zijn en nadeel te berokkenen aan de onderofficieren te voet. Aldus vermeldt het Jaarboek slechts 19 opperwachtmeesters te paard, in 1917 en vroeger bevorderd, terwijl er 192 opperwachtmeesters te paard overblijven die hetzelfde getal jaren graad tellen.

Zooals men ziet, bekomen de opperwachtmeesters te paard den graad van 1^{sten} opperwachtmeester veel vroeger dan hunne collega's te voet. Deze toestand heeft nog voor gevolg dat de 1^{ste} opperwachtmeesters te paard adjudant benoemd worden vele jaren vóór hunne makkers te voet, met hetzelfde getal jaren graad.

De pensioenen.

Artikel 6 van de wet van 25 Augustus 1920 luidt :

« De *wedde*, die tot grondslag dient voor het pensioen, is het maximum toegekend aan den *graad*, dien de *belanghebbende bekleedt op het oogenblik zijner op-pensioenstelling*. »

Maar, in strijd met dezen tekst worden de pensioenen van de hoogere onderofficieren der gendarmerie berekend op de annuïteit van 111 frank (wat een 1/64 vertegenwoordigt van de wedde van een *adjudant van het leger*), in plaats van te worden berekend volgens de wedden van de belanghebbenden, zijnde de annuïteit van 121 frank voor de opperwachtmeesters der gendarmerie, van 123 frank voor de eerste opperwachtmeesters en onderscheidenlijk van 126 en 129 frank voor de adjudanten der 2^e klasse en de adjudanten der 1^e klasse.

Artikel 7 der wet wordt ook verkeerd toegepast.

Dit artikel luidt : « Voor de pensioenen, verleend sedert 1 Augustus 1914 tot aan de *afkondiging* dezer wet, zal de herziening geschieden met tot grondslag te nemen de maxima in elken graad van de wedden *in voege op dezen laatsten datum*. »

Maar, in plaats van « tot grondslag te nemen de maxima *in elken graad* van de wedden in voege », met name de annuïteiten van 121, 123, 126 en 129 frank, neemt men het cijfer 111 als annuïteit voor de berekening van het pensioen van al de bedoelde onderofficieren.

Besluit.

Uwe Commissie heeft, bij eenparigheid harer leden, de verschillende artikelen goedgekeurd van de Begrooting der Gendarmerie; zij stelt u voor, Mijne Heeren, er ook uwe goedkeuring aan te hechten.

De Verslaggever,

A. BUYL.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.
